

Obstination

Les huit organisations syndicales se réunissent le 2 février. Elles maintiendront leurs exigences contenues dans la plate-forme commune avant l'intervention du président de la République. La question du pouvoir d'achat oppose les organisations au gouvernement. Pour lui, l'aide aux entreprises et aux banques est la solution. La consommation peut attendre. Le premier ministre, de son côté, fait dans l'obstination. Les emplois publics continueront d'être supprimés. A la question de savoir si le gouvernement comptait poursuivre en 2010 la réduction du nombre de fonctionnaires en ne remplaçant pas un départ à la retraite sur deux, il a répondu : "La réponse est oui, parce que nous allons continuer à réformer l'Etat". La "réforme" de l'Etat se réduit à un plan social, sans perspective, sans ambition. L'Etat et les fonctionnaires qui le servent ne sont, aux yeux du premier ministre, qu'une variable d'ajustement. Triste déclaration. Le 29 janvier doit avoir des suites.



Patrick Gonthier